

La population d'ours cantabrique forme deux noyaux : l'occidentale, la plus nombreuse, essentiellement dans les Asturies, est présente aussi en Galice et León; l'orientale, en Castille-León, passe sporadiquement sur le versant des Asturies et de la Cantabrie.



Les deux populations d'ours (valeurs plus sombres). Oviedo : capitale des Asturies.
A gauche, la Galice (Lugo); à droite : la Cantabrie (Santander); en bas : la Castille-León.

- **24 février 2002**, dans son Décret 9/2002, le Gouvernement asturien indique : *« les deux populations sont séparées par 30-50 km de distance où s'accumulent d'importantes structures et activités humaines. »*

Objectif : *« assurer sur un long délai la viabilité des populations d'ours cantabriques en augmentant leur nombre et leur distribution, dans les limites inhérentes à la coexistence avec les communautés humaines et leur développement socio-économique »*. Mais ce Décret définit une telle quantité de modifications, de contraintes à exercer, qu'il en dépeint une situation où le milieu (naturel et humain) paraît peu favorable à une telle cohabitation, sans dommage pour l'un ou l'autre des « partenaires » concernés.

- **2003**, à la suite du Décret, la Principauté commande une *Estudio genético del oso pardo cantábrico en Asturias*, qui, en décembre 2003, conclut qu'il est indispensable pour assurer sa survie *« d'améliorer l'habitat et éliminer les barrières artificielles existant entre les deux noyaux »*. C'est à dire, **éliminer les structures et activités humaines** mentionnées dans le décret (Etude téléchargeable en tapant le titre).

Sans envisager une telle « élimination », l'analyse scientifique produite hors commande officielle, reconnaît que le milieu, malgré la très forte dépopulation des zones concernées, n'est pas favorable à l'extension d'une population d'ours naturellement viable :

- **octobre 2003** (Conservation Biology, Volume 17, No. 5), deux biologistes allemands et deux espagnols (Javier Naves, Miguel Delibes, on retrouve leurs noms partout) publient une étude sur la qualité de cet habitat, conclusion : *« Nos analyses peignent un tableau pas très optimiste des conditions d'habitat de l'ours brun dans le nord de l'Espagne [...] cet habitat présente une proportion élevée de caractéristiques sous optimales, situation caractéristique de nombreuses espèces dans des zones fortement humanisées.. »*

- **novembre 2005**, le même Javier Naves dans une interview à *La Nueva España* : consensus scientifique sur le nombre d'ours nécessaire pour que la population soit naturellement viable : *« des centaines d'ours sur des milliers de kilomètres carrés »*. Il en conclut alors logiquement que la population d'ours dans la Cordillère ne pouvait : *« être considérée viable »*.

Et il souligne le paradoxe suivant: limitée à son chiffre actuel, *« il faut alors envisager d'avoir toujours cette population en « soins intensifs » sous assistance respiratoire, alimentaire, et en interchangeant les bêtes »* pour assurer la reproduction en évitant la consanguinité ;

Pour l'habitat : *« je ne sais pas si nous avons l'espace suffisant. Où allons-nous les mettre ? Ils ne peuvent pas trouver place dans les Asturies »*.

- **2000 – 2005**. En 2000, cette analyse était celle de Guillermo Palomero, Pdt de la Fondation Oso Pardo: *« Il faut tenir compte du fait que, au niveau mondial, on associe la viabilité d'une population d'ours à plusieurs centaines d'individus sur des superficies de plusieurs milliers de km² »* (Publicaciones de Biología de la Universidad de Navarra, Serie Zoológica, 26: 129-135, 2000).

Mais le même auteur, en novembre 2005, cette fois dans un quotidien et pas dans une publication scientifique, à propos des doutes sur la viabilité de cette population, rejetait cette analyse en soulignant que de 93 à 2003 la population avait augmenté et que *« c'est cela qui importe, et pas la discussion académique quant aux références nécessaires pour qu'une population soit viable »*. Vérité à géométrie variable ... ?

- **2007**, F. Purroy, professeur de biologie à l'université de León *« les problèmes réellement graves qui affectent cet espèce »* sont liés à la dégradation de l'habitat : pour de bonnes conditions de conservation, la couverture forestière doit se situer *« entre 25 et 50% du territoire »*. Il cite alors Palomero, pour qui les Plans de restauration ont freiné la diminution mais *« la menace persiste »*.

L'article conclut : *« Vu la situation actuelle, la réalité et l'optimisme sont en conflit. Plusieurs études montrent qu'une population d'ours entre 30 et 70 individus s'éteindra dans une probabilité de 95% en moins de »*

100 ans compte tenu de trois facteurs : la qualité du milieu, les caractéristiques génétiques et la démographie de cette population ». (*El Diario de León*, 13/11/2007).

Il s'agit là de la population orientale uniquement, zone géographique très restreinte, cela indique ce qu'il faudrait sur l'espace infiniment plus grand et plus anthropisé des Pyrénées.

- **mai 2007** : article de *La Nueva España*: grande inquiétude pour les oursons, alors que 262 seraient nés entre 89 et 2006 (estimations) la population totale n'a que peu augmenté, plus de 50% n'arrivent pas à l'âge adulte, pourquoi ?

Tout cela montre bien qu'un problème existe :

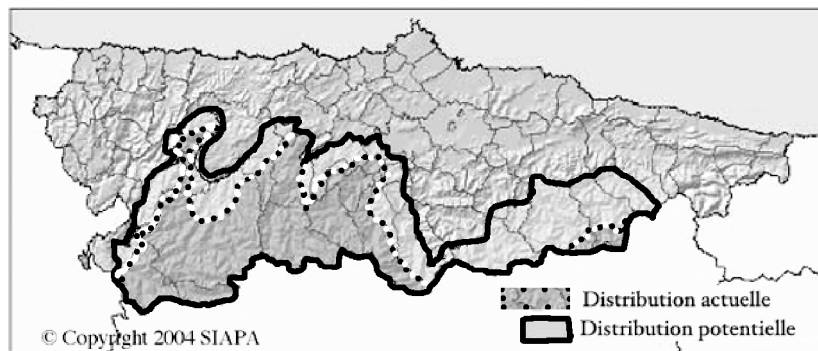
- le milieu dit « naturel » (?) est-il en lui-même capable de permettre à une population suffisante d'ours de survivre sans « l'assistance respiratoire » dont parlait Javier Naves ?

- jusqu'à quel point est-on prêt à supprimer les activités humaines pour permettre aux deux populations de devenir réellement viables sans cette perfusion ?

Pour assurer, sans certitude au demeurant, la survie d'une population d'ours dont les deux noyaux se seraient rejoints (« supprimer les barrières artificielles »), la carte ci-dessous (2004) du service statistique asturien de l'Environnement, montre que c'est tout l'espace montagnard qu'il faudrait geler.

La zone de « distribution potentielle » fait la jonction entre les deux noyaux. C'est presque la moitié du territoire asturien qui serait ainsi concernée ! La question posée par Javier Naves n'aurait ainsi plus de raison d'être : l'espace pour les mettre ... il « suffirait » de le prendre, « d'éliminer » (*eliminar*), transformer la montagne entière en réserve ...

En est-on déjà là, et qui voudrait, dans les Pyrénées, en arriver là ? ...



Post-scriptum – janvier 2008:

Pour les Asturies, on y arrive! J'écrivais ce qui précède en novembre 2007.

Le 6 janvier 2008, *La Nueva España* publie un article intitulé « *Caleao, reserva de paisanos* ». Je traduis certains paragraphes, le texte intégral est disponible à l'adresse :

http://www.lne.es/secciones/noticia.jsp?pRef=1872_37_593844_NALON-Caleao-ensaya-aldea-futuro

Le constat qui occupe les autres paragraphes fait l'unanimité: à l'inverse des Pyrénées où, même encore fragile, un renouveau démographique existe sur la chaîne, la montagne asturienne se dépeuple et vieillit de plus en plus, la Principauté asturienne est même la seule région autonome d'Espagne à perdre de la population au dernier recensement (2006). A l'inverse des Pyrénées encore, le petit élevage, chèvres, brebis, y connaît une chute impressionnante accentuée par les dégâts des loups (les éleveurs restants passent alors aux bovins, mais les génisses, aujourd'hui, sont attaquées elles aussi).

On peut croire honnête l'intention affichée par les concepteurs du projet « *Réserve de paysans* »: combattre cette récession qui, en effet, inquiète tous les Asturiens. Mais les passages que je surligne en gras, montrent bien comment ce projet n'a pas pour objectif premier de permettre une véritable production de montagne, économiquement viable, avec des produits spécifiques, reconnus en tant que tels sur le marché. A l'inverse toujours des Pyrénées où AOC, IGP en cours de création, visent à valoriser ces produits en tant que tels, brebis et

chèvres y deviennent même une sorte de sous-produit du loup, et la visée ultime, la motivation profonde, apparaissent à la fin : permettre effectivement la jonction des deux populations ursines à propos de laquelle nous nous interrogeons dans notre texte de novembre 2007.

Calaeo, réserve de paysans,

La Fondation Félix Rodríguez de la Fuente lance à Redes un programme pionnier afin d'assurer la relève générationnelle dans les villages et de protéger la nature. Pour Juan Antonio Capellín, éleveur et maire adjoint représentant la section de Calaeo : « ce projet ne sera pas rejeté par les gens du village car il bénéficiera aux éleveurs ».

Dans le livre rouge des espèces en voie de disparition, à côté de l'ours et du coq de bruyère, il faudrait mentionner le paysan : « car c'est bien une espèce menacée, et l'une de celles dont beaucoup d'autres dépendent », affirme le journaliste d'Oviedo Benigno Varillas, directeur du projet « Communication pour la Convergence Ruralité – Nature » (« Runa »). Cette initiative a été lancée par la Fondation Félix Rodríguez de la Fuente afin de souligner l'importance du monde rural dans la protection de la nature et de freiner le dépeuplement des villages. Le plan comprend la mise en œuvre de cinq projets pilotes en différents lieux d'Espagne, dont le parc naturel de Redes. A Calaeo, on envisage de lancer **la première expérience d'un village du futur, la première réserve de paysans.**

/.../

Encourager le développement des troupeaux de petit bétail, ovins et caprins, sera l'un des piliers du projet. **L'objectif n'est pas uniquement de produire des aliments de qualité. « Des gens qui produisent de la viande, il y en a beaucoup, signale Varillas. Mais il y en a beaucoup moins qui produisent à la fois de la viande et des loups ». Chèvres et brebis agiront comme des débroussailleuses efficaces, elle éviteront que ne se ferment les pâturages et contribueront à lutter contre les incendies de forêt. Mais ce sont aussi des espèces qui favorisent la présence d'oiseaux charognards et de prédateurs comme le loup.** « A cause des loups, les paysans subissent des dommages qui doivent être compensés, mais ils en tirent aussi des avantages car le loup apporte un plus au territoire, dont on peut tirer profit à partir d'un tourisme rural orienté autour de la Nature et pas seulement de dormir et manger », affirme Varillas. Il ajoute que le projet comprend aussi des actions en faveur d'une chasse sélective dont puissent bénéficier les habitants des villages, la gestion des ressources hydriques, la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité et l'intégration des populations dans la société de l'information.

/.../

Le projet entend s'implanter à Calaeo et de là s'étendre aux autres villages du parc de Redes, ainsi qu'aux zones rurales limitrophes. **« L'aire d'action, ce sont les quarante kilomètres qui séparent les populations d'ours cantabrique de l'est et de l'ouest afin d'essayer de les relier », signale Varillas.** L'objectif est que l'ours, comme le paysan, ne soit plus en péril d'extinction.

Qui, dans les Pyrénées, voudrait en arriver là, écrivais-je en novembre ?

Mais la question se pose aussi dans les Asturies, il suffit de voir toute la prudence dont s'entourent les concepteurs de ce projet, les « parapluies » qu'ils ouvrent dans les autres paragraphes. Il suffit aussi d'écouter les éleveurs asturiens encore engagés dans des productions réelles et non emblématiques ou alibis. C'est le cas par exemple de tous ceux de l'Est des Asturies (Sierra de Cuera et partie des Picos) regroupés dans l'association APGOA. A l'occasion de l'assemblée générale de l'ASPAP qui vient d'avoir lieu en Ariège, leur Secrétaire Général a envoyé une lettre de soutien à tous les éleveurs pyrénéens, j'en extrais ces passages :

« Au nom de notre association, APGOA (Association des Bergers et Eleveurs de l'Est des Asturies), nous tenons à vous assurer de notre solidarité, et de tout l'appui dont vous pouvez avoir besoin dans la défense des droits de l'élevage et du pastoralisme face aux graves dommages que nous subissons de la faune sauvage. Nous vivons une époque où nous sommes les victimes, de façon de plus en plus grave, des abus démesurés des administrations publiques et de ces groupes si mal appelés "écologistes". Ces derniers font pression sur les politiques et manipulent l'opinion publique contre nous, ils essaient de faire passer la faune sauvage, loups et ours, pour des espèces indispensables à la conservation de l'environnement et du milieu rural.

/.../

Nous devons continuer à travailler pour défendre le pastoralisme traditionnel en nous unissant au niveau international, parce que l'union fait la force, et nous devons maintenir sans trêve un bras de fer constant avec nos gouvernants »